Les Jeunes MR souhaitent étendre la notion de la responsabilité, en intégrant la notion de responsabilité individuelle, de responsabilité des entreprises et de celle de l'État, face aux enjeux climatiques.

L'écologie est aujourd'hui malheureusement devenue l'apanage des partis verts ou écolos et, en tout cas, de ceux qui s'en réclament.

Même si personne ne pourra jamais leur enlever qu'ils ont été les premiers à mettre sur le tapis l'urgence de traiter la question environnementale, quand aucun autre ne s'y intéressait vraiment (à titre d'exemple Écolo a été créé en 1980 en Belgique), cet état de fait ne peut pas perdurer. Le dogmatisme fait souvent force de loi dans ces partis et les voix pour une écologie, ou en tout cas des politiques environnementales différentes, sont rares voire inexistantes.

L'écologie ne peut se cantonner à une partie restreinte de l'échiquier politique. Cela nierait le droit à toute autre formation politique de s'emparer de cette problématique et cela signifierait qu'il n'existe qu'une seule voie de sortie à la crise climatique. Les solutions de ces partis devraient alors être écoutées et appliquées comme autant de paroles d'évangiles. Nous refusons de nous plier à ce dogme.

Si on analyse rapidement ces partis, l'écrasante majorité de ceux-ci se définissent comme des partis de gauche. Leur doctrine est souvent basée sur des solutions étatiques à apporter aux problèmes environnementaux, cantonnant l'individu à un rôle de spectateur. Et puis, bien souvent, l'individu est culpabilisé, d'avoir lui-même pollué et détruit son environnement par son comportement individuel. La critique exacerbée du libéralisme, et du capitalisme considéré comme son complice, ne sont souvent jamais loin. Pourtant, il y aurait matière à redire sur cette accusation sous forme d'anathème.

La solution aux maux de la Terre est donc finalement toute trouvée, puisque l'individu n'est pas capable de prendre en considération les enjeux environnementaux dans son comportement, pas plus que les entreprises, alors il convient de leur rogner certaines de leurs libertés. L'État jouera le rôle de garde-fou, seul décideur de ce qui est bon pour les individus, ou plutôt pour la population dans son ensemble.

Les libéraux ont ça en commun, comme le résumait Foucault : « les libéraux ont le soupçon

que l'on gouverne trop ». Et l'histoire semble donner finalement tort à ceux qui considèrent que ce sont le libéralisme et les individus qui sont responsables de l'état actuel de notre planète.

Parce qu'à y regarder de plus près, cette affirmation est en partie trompeuse. En effet, dans l'exploitation et l'extraction des ressources naturelles, ce sont des États qui en ont fait une fin en soi. Les États n'ont jamais hésité à faire usage de la force ou à déclencher des guerres pour asseoir leur domination territoriale et économique, ou tout simplement leur survie.

Les exemples ne manquent pas. La dernière guerre en Irak en est un parmi d'autres. L'État encore, sans l'aide duquel aucune grande entreprise qu'elle soit minière, pétrolière ou encore nucléaire, ne pourrait jamais avoir eu accès à de tels marchés étant donné les énormes barrières financières à l'entrée et les coûts d'exploitation sans compensation de subvention. Certains libertariens, comme Grant Micy, fervent partisan d'un libéralisme écologique, vont encore plus loin et affirment que, dans un monde parfaitement libre, les entreprises d'énergie devraient forcement se concentrer sur des systèmes de production alternatifs principalement parce que l'exploitation des énergies fossiles seraient trop couteuses.

Le but de ce raisonnement n'est pas de dédouaner les individus et les entreprises de leurs responsabilités face au changement climatique mais plutôt de considérer qu'ils ne sont pas les seuls à devoir changer leurs habitudes parfois héritées depuis des siècles. L'héritage marxiste des théoriciens de la plupart des partis écolos ne devrait pas éluder la responsabilité qu'ont eu les États face à l'Histoire.

Les individus et les sociétés ont aussi un rôle primordial à jouer afin de favoriser la transition écologique sans que l'État ne soit nécessairement impliqué.

Des individus par la somme de leurs décisions individuelles arrivent d'ores et déjà à influencer les choix commerciaux des entreprises.

Un exemple assez marquant de l'entreprise Ferrero et son produit phare le *Nutella*, englué à

de nombreuses reprises dans des polémiques autour de l'utilisation d'huile de palme, responsable de la déforestation. L'entreprise s'est engagée à utiliser de l'huile de palme 100% durable d'ici 2020, une initiative saluée jusque dans les rangs de Greenpeace.

Une prise de conscience individuelle sur la question climatique, accompagnée d'un changement de comportement, peut trouver des origines multiples. De manière générale, elle se traduit souvent par un renoncement à quelques libertés aujourd'hui dans l'espoir d'en conserver d'autres dans le futur. Au fameux adage libéral qui affirme qu'on ne construit pas un paradis social sur un désert économique, on pourrait ajouter qu'on ne construira pas un paradis économique sur un désert tout court où les ressources essentielles à notre survie viendraient à manquer et deviendraient l'objet de toutes les convoitises.